Isabelle Brian, *Messieurs de Sainte-Geneviève.
Religieux et curés, de la Contre-Réforme à la Révolution*

Paris, Cerf, 2001, V+552 p. (cartes) (coll. « Histoire religieuse de la France »)

Jean Séguy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/2190>

DOI : 10.4000/assr.2190

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2004

Pagination : 47-112

ISBN : 2-222-96746-5

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Jean Séguy, « Isabelle Brian, *Messieurs de Sainte-Geneviève. Religieux et curés, de la Contre-Réforme à la Révolution* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 126 | avril - juin 2004, document 126.8, mis en ligne le 17 novembre 2005, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/2190> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.2190>

Yoshitô and the beginnings of Shintôgaku » détermine les différentes phases de l'itinéraire de cet intellectuel, notamment sa participation à la création des Études shintô.

Un ouvrage dense, sérieux, indispensable à tout chercheur en sciences des religions japonaises. Ouvrage inédit en langue anglaise s'interrogeant sur la nature du Shintô, il offre de nombreuses contributions qui remettent en cause certaines idées reçues. Saluons donc sa parution et espérons, comme nous le signalent les éditeurs dans leur introduction, qu'un prochain ouvrage viendra couvrir la période contemporaine qui commence en 1945 avec le démantèlement du dit shintô d'État...

Fabienne Duteil-Ogata.

126.8

BRIAN (Isabelle).

Messieurs de Sainte-Geneviève. Religieux et curés, de la Contre-Réforme à la Révolution. Paris, Cerf, 2001, V+552 p. (cartes) (coll. « Histoire religieuse de la France »).

L'auteur, maître de conférences à Paris I (Panthéon-Sorbonne), offre ici au lecteur le texte d'une thèse de doctorat ès Lettres (État) présentée à soutenance à Paris I-Sorbonne en 1993. Le titre et le sous-titre de l'ouvrage se montrent explicites : il s'agit ici de reconstituer et d'exposer l'histoire (la dernière tentative en ce sens date de 1883) des « Messieurs de Sainte-Geneviève », chanoines réguliers formant une congrégation vouée à la fois au chœur et à l'office d'une part, au soin des âmes dans les paroisses qu'ils contrôlent, d'autre part. Ces religieux participent donc de l'état monastique et – pour beaucoup d'entre eux – assurent aussi les tâches pastorales du clergé séculier.

La tranche de cette histoire ici retenue court des débuts du XVII^e siècle, époque de la réforme qui, en France, transforme une grande partie des chanoines réguliers médiévaux – localement et régionalement autonomes –, se réclamant de la « règle » de saint Augustin en une congrégation moderne centralisée, et se termine avec leur suppression révolutionnaire en 1790. Ce corps ecclésiastique ne suscita, au dix-neuvième siècle et par la suite aucune tentative de restauration. Pourtant, entre Réforme catholique et Révolution, il eut la réputation de représenter, quasiment par excellence, et au moins en France, le type du « bon prêtre » selon le concile de Trente : moralement impeccable, vivant nettement séparé des laïcs (y compris par l'habillement), intellectuellement bien formé et donc efficace dans l'affrontement

avec la concurrence protestante ; pilier de l'orthodoxie mais aussi de la morale publique et attentif aux besoins diversifiés du peuple des paroisses.

Les chanoines réguliers, le plus souvent attachés à la « règle » de saint Augustin, représentent, dans l'Église, un genre de vie religieuse et cléricale très ancien. Ceux d'entre eux qui, à partir de 1620, adhèrent à la réforme promue par le cardinal de La Rochefoucauld et par le Père Charles Faure, abbé de sainte Geneviève, forment – on l'a déjà signalé plus haut – une congrégation centralisée à supérieur général dont le siège, il faut le signaler, se situe à Paris, à l'abbaye Sainte-Geneviève (actuels bâtiments du Lycée Henri IV) et à l'église paroissiale voisine et sous le même patronage, abritant aujourd'hui encore les reliques de sainte Geneviève, patronne de Paris, et protectrice de la famille royale.

Aussi bien, les chanoines en question (ceux de la capitale en particulier) sont de véritables « intercesseurs publics » : ils prient pour la ville de Paris, pour le roi, sa famille et son gouvernement, pour le pays tout entier ; en même temps, ils veillent aux mœurs des Français – au moins de ceux qui relèvent de leur juridiction, par paroisses interposées – en leur inculquant la bonne morale (celle de l'Église catholique, dont ils portent le charisme de fonction, étant aussi de fait les agents de l'effort public de moralisation promu par l'État, aux XVII^e et XVIII^e siècles), et ils ne le font pas sans un zeste au moins de gallicanisme.

De plus, la congrégation de France de sainte Geneviève procure à ses membres une formation intellectuelle longue (sept années ou plus), sérieuse, aux aspects – religieux et profanes – variés. Une partie de ses religieux se trouve engagée, à plein temps ou partiellement, en des domaines divers de la recherche intellectuelle : des mathématiques et de l'astronomie à l'optique et aux sciences naturelles, mais aussi des sciences auxiliaires de l'histoire (numismatique par exemple) à l'histoire elle-même (profane et religieuse), et à la géographie ; enfin de la théologie (dogmatique ou morale) aux études scripturaires, patristiques et liturgiques, etc., etc. Certains des intellectuels de la congrégation sont aussi des spécialistes de la constitution et de l'entretien des bibliothèques et des dépôts d'archives.

L'A. étudie de près – et c'est, à notre avis, un des aspects les plus intéressants de son travail – la participation d'un certain nombre des Messieurs de Sainte-Geneviève à certains réseaux d'intellectuels – clercs pour beaucoup mais pas nécessairement – caractéristiques de

la fin du XVII^e et surtout du XVIII^e siècles. Les chanoines de Sainte Geneviève sont, sans aucun doute, très bien intégrés dans la vie intellectuelle de leur époque (universités, sociétés savantes de toutes sortes, réseaux variés d'échanges et d'informations). Pourtant, on s'abuserait de penser la congrégation étudiée comme un « ordre intellectuel » ou d'« intellectuels ». I.B. insiste sur le fait que les chanoines qui le forment ne mettent pas tous et nécessairement leurs activités intellectuelles au premier rang de leurs soucis. Tous ne sont pas ni n'aspirent à être des « personnes d'études », ni ne désirent influencer la réflexion théologique – ou en quelque matière que ce soit – au niveau national ou international. On ne saurait oublier qu'un grand nombre parmi eux sont des curés ou des vicaires de paroisses urbaines ou rurales, absorbés par les problèmes quotidiens de la pastorale.

L'A. note que, d'un point de vue général, on constate, chez les génovéfains, tout au long de la période considérée, une tension constante et quasi structurelle entre – d'une part – une recherche intériorisée de perfection individuelle et collective d'inspiration monastique, et – par ailleurs – l'attrait d'« activités extérieures ». Apparemment, les problèmes en question affectent les « intellectuels » tout aussi bien que les « pasteurs ». Mais c'est sur les premiers que portent surtout les analyses d'I.B. Les modes de vie que les spirituels jugent « mondains » sont en effet ceux que provoquent les « contacts professionnels » des « intellectuels » : ceux des centres universitaires – et de la capitale en premier lieu – en contact avec les réseaux savants ou encore avec les universitaires « profanes » dont ils partagent les activités de recherches, d'enseignement... et les stratégies de carrière.

Les tensions que nous indiquons ici ont pu contribuer – l'A. l'indique – à la *routinisation* de la réforme des chanoines, réforme dont la radicalité – elle fut le fait du Père Ch. Faure et de ses premiers disciples spécifiquement – semble épuisée en ses effets vers 1670. Mais on peut se demander si la sécularisation liée aux évolutions de la vie intellectuelle (philosophie et théologie incluses), dès la seconde partie du XVII^e siècle et, encore plus, tout au cours du siècle suivant, n'est pas au cœur de la sécularisation qui s'observe nettement parmi les Messieurs de Sainte-Geneviève aux mêmes époques ; on peut penser que les deux phénomènes – routinisation, sécularisation – ont pu se favoriser réciproquement. Mais on peut penser aussi que la sécularisation est présente – comme de fondation – dans la pensée des Lumières, laquelle se manifeste présente et

prégnante chez les chanoines de Sainte Geneviève dès le XVII^e siècle finissant. Mais la recherche d'I.B. montre bien aussi que tous les intellectuels génovéfains n'illustrèrent pas nécessairement les Lumières. Beaucoup s'en montrèrent assez affectés cependant pour adhérer – comme d'autres religieux en d'autres groupes d'ailleurs – à la Maçonnerie.

Mais une autre question se présente ici : celle de l'adhésion de nombreux chanoines à des réseaux jansénistes, actifs et organisés, à des moments chauds de la « querelle janséniste ». S'agit-il là d'un effet et d'un attrait de modernité en tous points comparable à celui qui pousse d'autres génovéfains vers les Lumières maçonniques ? À cette question, on ne trouve pas de réponse dans le travail d'I.B. Pourtant, le thème janséniste s'y trouve bien évoqué, entre les XVII^e et XVIII^e siècles, en des pages informées non dénuées d'intérêt. Mais elles tournent surtout autour des problèmes d'équilibre ou de déséquilibre, de gouvernement aussi, que cette pénétration du jansénisme dans la congrégation de Sainte Geneviève ne manque pas d'y créer.

Pourtant, en cherchant bien dans la littérature laissée par les génovéfains, l'A. du présent travail parvient – précieuse trouvaille – à caractériser leur jansénisme, tel qu'il apparaît autour des années 1760-1790, moment de remontée janséniste dans les milieux concernés. Des religieux touchés en l'occurrence, l'A. note que contrairement à leurs prédécesseurs, ils « se distinguent par leur loyalisme envers le pouvoir (Église et État confondus ; cf. p. 366). Leur jansénisme lui-même semble bien – qu'on nous en permette la remarque – subordonné et intégré. I.B. s'exprime ainsi sur ce sujet : « Leur jansénisme se manifeste surtout dans l'attention portée à la pastorale, dans la conscience de la dignité du sacerdoce et la revendication du droit des curés à prendre part à l'administration des diocèses, enfin dans un certain rigorisme moral » (p. 368). En même temps, l'A. souligne qu'une « volonté d'instruction des laïcs » et d'une « participation plus grande des fidèles aux célébrations liturgiques se manifeste encore chez ces 'jansénistes du dedans', ainsi qu'une forte insistance portée sur la nécessité d'un 'clergé instruit' » (p. 367). Ces thèmes qu'on dit « jansénistes » ramènent l'esprit – il paraît bon de le remarquer – vers des conceptions qui – pour la plupart – furent celles des ténors de l'École française de spiritualité et des premiers fondateurs de communautés de prêtres, et de séminaires, au XVII^e siècle. Ainsi se trouve justifiée, vers la fin de la recherche, l'insistance mise par I.B. à marquer – au début même de l'ouvrage – la place de la congrégation de Sainte Geneviève dans le cadre

des suites françaises du Concile de Trente. On saisit aussi – implicitement au moins – où s'enracine la « complicité » souvent constatée aux XVII^e et XVIII^e siècles, entre beaucoup d'ordres, de réformes et de congrégations de la même période, et le jansénisme. Au moins à titre d'hypothèse, le travail d'I.B. permet de penser que des problèmes doctrinaux y eurent moins de poids qu'on pourrait le penser *a priori*.

On l'a dit plus haut, c'est la Révolution – l'Assemblée constituante en l'occurrence – qui, en rendant illégale l'émission des vœux solennels de religion, décide, en février 1790 et – directement ou indirectement, peu importe – de la mort de la congrégation génovéfaine (et de toutes celles dans le même cas). Que deviennent dès lors les Messieurs de Sainte-Geneviève ? L'A. tente de suivre leurs traces, mais celles-ci deviennent vite individuelles et dispersées – difficiles donc à repérer. On peut dire, en très gros, que les prêtres de la congrégation suivent, dès février 1790, le sort des prêtres séculiers, que la tempête révolutionnaire va, jusqu'au Concordat de 1801, balloter en tous sens. Les génovéfains, traditionnellement réputés favorables au régime nouveau et même au premier serment exigé du clergé par les autorités en place, restèrent-ils longtemps dans les mêmes dispositions ? On est rejeté ici vers les cas et les parcours individuels, difficiles à suivre. I.B. note cependant que dans les choix que ces clercs eurent à faire entre 1790 et 1801, les circonstances locales jouèrent un grand rôle, ainsi que les expériences passées des individus (selon leur statut propre dans l'ancienne congrégation). Les maisons une fois autoritairement fermées et leurs membres dispersés, il n'y a plus de projet ni d'opinion communes. L'A. remarque et souligne – c'est le côté pathétique de l'affaire – qu'au XIX^e siècle ou plus tard aucune tentative ne fut faite pour restaurer le genre de vie et la tradition diversifiée des Messieurs de Sainte-Geneviève.

Cet ouvrage est d'une grande densité. On en a évoqué ici ceux des aspects qu'on (le censeur) tenait pour les plus importants. Mais tout choix est partiel et partial. Le lecteur intéressé devra donc, expressément, se reporter à l'ouvrage lui-même. Il fera découvrir à qui en entreprendra le parcours la capacité particulière que manifeste l'A. à faire parler les chiffres, à les transformer en schémas et en cartes. On s'étonne de tant d'habileté. De ce point de vue, on retiendra ici la manière dont I.B. parvient à restituer les conflits et les oppositions qui entourèrent la réforme initiale, en jouant des cartes qu'elle produit des implantations de la réforme réussie par La Rochefoucauld et

C. Faure (à ce propos, voir le chapitre IV de la Première partie et les cartes des pages 125-130). Notons encore que le style de l'A., sobre et simple, parvient à intégrer les chiffres dans un discours pleinement significatif, et à dire beaucoup en peu d'espace ; il se montre apte aussi à pénétrer et expliquer – avec cette facilité apparente qui est celle de l'expert – la complexité et les éventuelles contradictions des stratégies et des enjeux... Faut-il le redire ? Ceux qui s'intéressent à la vie religieuse en France et à l'époque classique liront ce gros et lourd ouvrage avec profit et sans regretter leur peine.

Jean Séguy.

126.9

CARRIN (Marine),
JAFRELOT (Christophe), eds.

Tribus et basses castes. Résistance et autonomie dans la société indienne. Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2002, 368 p. (bibliogr., illustr., carte, tabl.) (coll. « *Puruṣārtha* », 23).

Le dernier numéro de « *Puruṣārtha* » reste fidèle à l'une des préoccupations centrales de cette collection publiée par le Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud : la problématique identitaire. Si certains de ces numéros abordaient ces questions en biais, deux volumes les ont traitées directement, l'un du point de vue de l'affiliation religieuse (*Puruṣārtha*, 19), l'autre sous l'angle de la construction et de l'instrumentalisation de l'identité par divers groupes sociaux du sous-continent (*Puruṣārtha*, 22 ; cf. *Arch.* 120-33). Ce collectif d'une douzaine d'articles, qui regroupe essentiellement des anthropologues mais aussi quelques historiens et un politologue, apporte sa pierre à l'édifice en abordant la question identitaire 'par le bas', pour reprendre une formule chère au courant subalterniste. Les auteurs s'affairent à examiner la possibilité, les modalités mais aussi les limites de la construction d'une identité alternative permettant aux opprimés, ici les tribaux et les basses castes, « d'échapper à l'inégalité graduée » qui régit toujours les relations sociales dans l'Inde contemporaine.

Dans leur introduction, M.C. et C.J. évacuent l'association apparente pour le lecteur entre leur ouvrage et les pionniers de l'histoire des opprimés, qui ont pris pour catégorie centrale d'analyse les groupes sociaux mis au banc de l'historiographie indienne au début des années quatre-vingt. Ainsi, loin de se situer dans la continuité du projet subalterniste, héritier de la pensée de Gramsci, M.C. et C.J. questionnent cette capacité à penser la résistance et